



L'APLATISSEMENT DU MONDE DE LA CULTURE

Le 20 novembre 2024, Rachida Dati, ministre de la Culture, a solennellement affirmé devant le Sénat que " pas un euro pour la culture ne manquerait pour les territoires ".

Ce grand élan qui se voulait rassurant, s'éteint pourtant à la lumière d'un projet de loi de finances qui prévoit une ponction de 8,5 milliards d'euros sur le budget des collectivités territoriales.

Cette coupe budgétaire massive, sous couvert de rationalité économique, porte un coup peut-être fatal à un écosystème culturel déjà essoufflé et fragilisé par une cascade de crises : pandémie mondiale, inflation galopante, dérèglement climatique, instabilité politique...

Les temps que nous traversons résonnent comme une mise à l'épreuve du monde de la culture, ce bien fragile qui éclaire la grisaille des jours ordinaires.

L'économie impose ses arbitrages, et des villes, des départements, des régions entières serrent la ceinture de leurs budgets, mutilant ce qui nous tient debout.

Malgré le slogan ministériel : "mieux produire mieux diffuser", la culture est sommée de justifier son existence et les conséquences sont déjà visibles : désertification culturelle, précarisation des artistes, érosion du lien social...

En considérant qu'un déficit économique ne peut être compensé que par un déficit artistique, cela révèle la faible soutenabilité de la culture dans un monde en mutations.

Face à ces coupes conséquentes, l'urgence est de réaffirmer la place de la culture comme rempart contre le désespoir, un espace d'audace, une boussole, elle est notre socle et nos ailes.

Il ne s'agit pas seulement de pleurer sur ce qui se perd, mais de pouvoir bâtir ce qui vient.

Rêver autrement, c'est imaginer des formes nouvelles de soutien, des alliances entre acteurs publics et privés, entre territoires et artistes. C'est pourquoi nous plaidons pour un pacte culturel renouvelé, un engagement commun qui ne considère pas la culture et les artistes comme une charge, mais comme un moteur !

A l'heure où le projet de loi de finances est examiné par les deux chambres du Parlement, au nom des artistes, des technicien.ne.s et des organisations professionnelles du spectacle et de la culture, nous plaidons pour un réel projet culturel, capable de répondre aux défis du XXIe siècle sans sacrifier ce qui nous unit et nous élève.

Signataires :

UDS - *Union des Scénographes*, créateurs/créatrices lumières et costumes

Chorégraphes Associé.e.s- syndicat des auteurs chorégraphes

UNISSON- association des artistes lyriques

SNAC - Syndicat National des Auteurs et des Compositeurs

REDITEC - L'Association Professionnelle des Responsables Techniques du Spectacle Vivant

ANPAD- Association nationale des professeurs d'art dramatique

XPO- *Fédération des concepteurs d'expositions*

dUCKS scéno